

DANS L'ACTUALITE du 4 au 7 octobre 2013

### **Textes officiels**

JORF n° 0231 du 4 octobre 2013

#### **Trois ordonnances et un décret pour faciliter la construction de logements**

Une ordonnance relative à la procédure intégrée pour le logement, une ordonnance relative à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement et une ordonnance relative au développement de la construction de logements, ainsi qu'un décret pris pour l'application de cette dernière ordonnance.

[Ordonnance n° 2013-888 du 3 octobre 2013 relative à la procédure intégrée pour le logement](#)

[Ordonnance n° 2013-889 du 3 octobre 2013 relative au développement de la construction de logement](#)

[Ordonnance n° 2013-890 du 3 octobre 2013 relative à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement](#)

[Décret n° 2013-891 du 3 octobre 2013 visant à favoriser la construction de logements](#)

### **Proposition de loi**

**Mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques**

[Proposition de loi visant à prolonger la durée de vie des agences pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques et à faciliter la reconstitution des titres de propriété en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Mayotte et à Saint-Martin adoptée sans modification par l'Assemblée nationale.](#)

## **Jurisprudence**

Projet de construction ou d'aménagement ayant une vocation fonctionnelle autonome faisant l'objet d'autorisations distinctes et annulation partielle

[CE 4 octobre 2013 \*Monsieur C. et Madame B.\* req. n° 358401](#)

Droit d'exclusivité pour la maintenance et l'exploitation d'un logiciel et contrôle du juge du référé précontractuel

[CE 2 octobre 2013 \*Département de l'Oise\*, req. n° 368846](#)

Pas de méconnaissance du principe de libre accès à la commande publique par le pouvoir adjudicateur

[CE 2 octobre 2013 \*Département de Lot-et-Garonne\*, req. n° 368900](#)

Expropriation : péremption de l'instance devant la cour d'appel de renvoi

L'article R. 13-49 du code de l'expropriation ne s'appliquant pas devant la cour d'appel de renvoi, l'instance est périmée si aucune des parties n'accomplit de diligences pendant deux ans.

[Cass. civ. 3<sup>e</sup>, 25 septembre 2013, pourvoi n° 12-22.079](#)

Pas d'indemnisation du sous-traitant en cas de marché public infructueux

[CAA Nantes 18 juillet 2013 \*Madame B.\*, req. n° 12NT02087](#)

## **Vu par ailleurs**

Contrat public

Marchés publics : consultation pour la suppression du formulaire Noti 2

[La Direction des affaires juridiques de Bercy lance une consultation publique du 3 octobre au 15 novembre 2013 en vue de supprimer le « Noti 2 ». Ce formulaire permet à un candidat à un marché public de prouver qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Mais il s'avère aujourd'hui inutile.](#)

Source : le Moniteur du 04/10/2013

Suppression du formulaire NOTI 2 : acheteurs et entreprises, votre avis nous intéresse !

[La dématérialisation des attestations fiscales et sociales supprime fortement l'intérêt du formulaire NOTI 2. En quelques clics, les entreprises peuvent obtenir directement ces attestations et les fournir aux acheteurs publics qui ont retenu leur offre. La DAJ, en lien avec les administrations concernées, envisage donc la suppression du NOTI 2.](#)

Contribuer au projet : [mp-formulaires.daj@finances.gouv.fr](mailto:mp-formulaires.daj@finances.gouv.fr)

Source : DAJ du 03/10/2013

La Lettre de la DAJ n° 151 est parue

[Consulter La Lettre de la DAJ n° 151](#)

Source : DAJ du 03/10/2013

Dématérialisation des factures de l'Etat : où en est-on ?

[Peu de fournisseurs de l'Etat semblent aujourd'hui familiarisés avec la transmission des factures par voie dématérialisée. Dans le BTP pas plus qu'ailleurs ! En cause notamment, la complexité du circuit de production et de validation du décompte général définitif.](#)

Source : le Moniteur du 03/10/2013

Urbanisme

Les ordonnances pour booster la construction publiées au Journal officiel

[Adoptées en conseil des ministres le 2 octobre 2013, trois ordonnances destinées à accélérer la construction de logements sont parues au Journal officiel du 4 octobre.](#)

Source : le Moniteur du 04/10/2013

Alur : la commission des affaires sociales renforce les dispositions sur l'hébergement et l'accès au logement

[Après l'Assemblée nationale, qui l'a adopté en première lecture le 17 septembre 2013 \(voir notre article ci-contre du même jour\), le Sénat doit examiner à son tour le projet de loi Alur \(pour l'accès au logement et un urbanisme rénové\) du 22 au 25 octobre prochain.](#)

Source : localtis.info du 04/10/2013

Le méga-centre commercial du triangle de Gonesse sera soumis à débat public indépendant

[Le promoteur Immochan \(groupe Auchan\) va devoir soumettre en 2014 son projet décrié d'immense complexe commercial et de loisirs Europacity au Triangle de Gonesse, au nord de Paris, à une enquête publique indépendante, a-t-on appris jeudi 3 octobre 2013.](#)

Source : la gazette des communes du 04/10/2013

Projets de tours à Paris: avis négatif de l'Unesco

[L'Unesco a un avis négatif sur les projets de tours à Paris, dont la Tour Triangle, car la capitale française est « l'une des rares villes horizontales préservées », a déclaré jeudi 3 octobre le sous-directeur général de l'Unesco pour la Culture, Francesco Bandarin.](#)

Source : le Moniteur du 04/10/2013

Environnement

Autonomie énergétique et autorité des SCOT mobilisent les PNR

[En congrès à Saint-Rémy-lès-Chevreuse, du 2 au 4 octobre, les Parcs naturels régionaux \(PNR\) de France souhaitent s'engager dans la transition énergétique et écologique. A tel point que la fédération des PNR de France a annoncé l'autonomie énergétique des PNR d'ici 15 ans. Mais Jean-Louis Joseph, président de la fédération, a également voulu interpeler la ministre Duflot sur la nouvelle loi ALUR et ses conséquences sur les SCOT.](#)

Source : la gazette des communes du 04/10/2013

## Après Xynthia : des pistes pour accélérer la mise en œuvre du plan "submersions rapides"

[Le Conseil général de l'environnement et du développement durable \(CGEDD\) vient de rendre public le rapport de la mission que lui avait confiée début 2013 Delphine Batho, alors ministre de l'Ecologie, pour tenter de remédier aux lenteurs de mise en œuvre du plan "submersions rapides" \(PSR\) engagé en février 2011 sur les territoires touchés par la tempête Xynthia.](#)

Source : localtis.info du 04/10/2013

Collectivités territoriales

## Intercommunalités dans la grande couronne parisienne : le Sénat retouche les règles

[Le Sénat a entamé jeudi 3 octobre 2013 en deuxième lecture l'examen du volet consacré au Grand Paris du projet de loi sur "l'affirmation des métropoles", modifiant les règles voulues par le gouvernement pour restructurer les intercommunalités dans la grande couronne](#)

Source : la gazette des communes du 04/10/2013

« Tenez bon sur le PLUI ! » : la contre-offensive de l'AdCF obtient le ferme soutien du gouvernement

[Deux ministres sont venus appuyer, le 4 octobre à Montpellier, l'AdCF dans sa volonté de voir voter définitivement le transfert des plans locaux d'urbanisme aux communautés. Le tout dans un contexte où l'association représentative des intercommunalités vilipende l'initiative des maires ruraux \(AMRF\) d'organiser une pétition contre cette disposition, tout en se montrant ouverte à des ajustements favorables aux communes et souhaités par l'AMF.](#)

Source : le Courrier des Maires du 04/10/2013

## Les maires refusent d'être dessaisis des plans d'urbanisme

[L'Association des maires de France \(AMF\), et plus encore celle des maires ruraux qui a lancé une pétition à ce sujet, ont réitéré jeudi 3 octobre leur opposition catégorique au transfert aux intercommunalités des PLU.](#)

Source : le Moniteur du 03/10/2013

## Les Français et l'intercommunalité

[Les prochaines élections municipales seront également les premières élections intercommunales. Une enquête de l'IFOP met en lumière les attentes des citoyens.](#)

Source : Sondage IFOP - septembre 2013

### **Vu dans les revues**

AJDA n° 33-2013 du 7 octobre 2013 p.1896, *Dossier : la réforme du contentieux de l'urbanisme*

AJDA n° 33-2013 du 7 octobre 2013 p.1913, *Un sous-traitant doit-il demander le paiement direct pour pouvoir y prétendre ? (CAA Bordeaux 2 avril 2013, Association syndicale autorisée des planteurs du Grand Nord, req. n° 11BX02720)*, conclusions de Guillaume de La Taille

AJDA n° 33-2013 du 7 octobre 2013 p.1931, *Conditions de la légalité de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme (ce 17 avril 2013 Commune de Ramatuelle, req. n° 348311)*, par Elise Carpentier

BJDU n° 4/13 – septembre 2013 p.243, *Chroniques – Dossier spécial : le traitement des recours abusifs*, par Jean-Claude Bonichot et Renaud Thiele

BJDU n° 4/13 – septembre 2013 p.300, *La substitution du préfet en matière de préemption dans les communes frappées d'un arrêté de carence est-elle conforme à la Constitution ? (CE 13 février 2013 SARL SCMC, req. n 364159)*, conclusions d'Alexandre Lallet

La gazette des communes n° 31/2191 du 7 octobre 2013 p.58, *Droit de préemption urbain – Modification du périmètre des zones soumises au DPU*, par Marie-Céline Pelé

Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment n° 5732 du 4 octobre 2013 p.68, *Collectivités locales - Vers une fragilisation des sociétés publiques locales ?*, par Jean-Marc Peyrical

### **Presse**

La location saisonnière dans le viseur du projet de loi Alur

[Sous la pression de la Mairie de Paris, le projet de loi Accès au logement et un urbanisme renoué \(Alur\) pourrait rendre plus difficile la location des résidences secondaires.](#)

Source : les Echos du 04/10/2013

## Recours contre permis de construire : la nouvelle donne du décret du 1er octobre 2013

Le décret du 1er octobre 2013 en supprimant la possibilité d'appel dans le domaine des permis de construire des logements et en limitant la période pendant laquelle il est possible de soulever de nouveaux va modifier profondément le contentieux de l'urbanisme opérationnel et risque de remettre en cause le fragile équilibre entre droit à construire et droit de l'existant du droit de l'urbanisme.

Source : les Echos du 03/10/2013